

Témoignages

JOURNAL FONDÉ LE 5 MAI 1944 PAR LE DOCTEUR RAYMOND VERGÈS

N° 19836 - 76ÈME ANNÉE

Elections départementales à Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit-Bazar

René Sotaca et Julie Aroubani : deux militants pour porter la voix de la population au Conseil départemental

Julie Aroubani et le conseiller départemental communiste René Sotaca ont annoncé leur candidature aux élections départementales dans le canton 4 qui comprend la totalité de la commune de Sainte-Suzanne et une partie de celle de Saint-André. Ils comptent poursuivre le combat pour améliorer les conditions de vie de la population, indique René Sotaca, « un combat pour vivre en continuant à porter fièrement la dignité léguée par nos ancêtres », précise Julie Aroubani.

« Notre équipe s'engage à vos côtés dans le but de défendre les intérêts du canton 4 (Sainte-Suzanne, Cambuston et Petit-Bazar) au conseil départemental. Nous sommes super motivés et fières de démarrer cette nouvelle aventure avec vous. », tel est le message des candidats soutenus par le Parti communiste réunionnais lors des élections départementales dans le canton 4. Cette équipe comprend René Sotaca, seul élu communiste du Conseil départemental, candidat titulaire aux côtés de Julie Aroubani, militante de Saint-André. Bernard Batou, militant culturel bien connu, et Nityakali Canevy, sont candidats remplaçants. Voici sa présentation :



Bernard Batou, Julie Aroubani, René Sotaca et Nityakali Canevy sur le site du futur centre culturel de Quartier Français.

René Sotaca, 41 ans - Chargé de gestion de réseaux CISE Réunion : « L'humain avant toute chose »

« Demeurant à Sainte-Suzanne, dans le quartier de la Marine, issu d'une famille de militant du PCR, ma mère travaillait au côté de Lucet Langenier. Conseiller Départemental depuis 2019, j'œuvre au quotidien à l'amélioration des conditions de vie de la population du canton. »

Julie Aroubani, 38 ans - Cadre d'assurance : « Pour Partager de

la richesse il faut d'abord la créer. »

« Née à Saint-André, au sein d'une famille militante, c'est tout naturellement que je me suis construite avec les autres. J'ai très tôt rejoint la lutte de toutes ces femmes, de tous ces hommes qui m'ont entourée. Un combat pour vivre en continuant à porter fièrement la dignité léguée par nos ancêtres. »

Bernard Batou, 57 ans - Chargé de Communication-Patrimoine Culturel : « La Culture, vecteur de développement et de Vivre

Ensemble »

« Chevalier de l'Ordre National de Mérite, Ecrivain, militant culturel, je suis engagé depuis de longues années dans la valorisation et la transmission du Patrimoine Culturel de Sainte-Suzanne et de La Réunion. La culture étant un pilier de notre société, vecteur de cohésion sociale qui façonne l'identité réunionnaise. »

Nityakali Canevy, 36 ans – Enseignante REP+ (Réseau d'éducation Prioritaire Plus) au collège de Cambuston et syndicaliste :
« Eduquer et enseigner c'est construire l'avenir »

« Je me suis construite entre Cambuston et Petit Bazar. Je m'implique au quotidien à la réussite des enfants de mon quartier. Mes

diverses missions me placent au cœur des besoins des jeunes et de leurs familles. L'inégalité des chances et l'injustice exacerbées par la crise COVID sont les fléaux contre lesquels je lutte au quotidien ».

L'autonomie : le cas de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche

Pour avoir un pays autonome, ce à quoi nous aspirons toutes et tous ici, l'autonomie alimentaire est par exemple fondamentale, comme sur le plan énergétique. Pour autant, un pays autonome se reconnaît également par sa capacité à former et garder ses jeunes, et en particulier ses élites intellectuelles.

Faisons un constat rapide : il y a près de 60% de chômage chez les moins de 25 ans et le départ, s'il est choisi par certains, est forcé pour beaucoup. Déjà par l'espoir d'obscures formations (le CNARM) sans pour autant avoir de garantie d'emploi au retour. Ce schéma, en lui-même, doit déjà cesser.

Concernant l'université, nous avons la chance d'en disposer d'une de plein exercice, relativement conséquente, mais où de nombreux problèmes se posent :

Tout d'abord, la question des filières. Comment expliquer que la sociologie, pourtant fondamentale pour appréhender notre société ne soit pas disponible ? De même, que la psychologie qui, elle existe bien, mais uniquement dans un établissement privé (Université Catholique de l'Océan Indien) et ce jusqu'au master, où il faudra alors partir à Angers pour poursuivre ses études. Encore plus d'étudiants, potentielles élites du pays qui le quittent faute de formation.

Arrêtons-nous également sur la question de la science politique. Il n'existe aucun IEP d'équilibre du territoire à la Réunion, territoire pourtant de près de 860.000 habitants. La même problématique existe pour les écoles d'administration, où on est obligé de partir en France pour en suivre le cursus.

La question pourrait s'arrêter à la formation initiale, mais elle est la même pour la recherche. Limitée, sous dotée... Comment expliquer qu'un secteur porteur tel que l'hydrogène par exemple n'ait aucun débouché en termes de recherche à La Réunion ? Nous n'évoquerons même pas ici ce qui a déjà été dit avec la sociologie, la psychologie ou la science politique.

Néanmoins, s'il est bien un symbole de tout cela, c'est la chaire UNESCO sur l'esclavage et la traite négrière dans l'océan Indien qui été occupée par le défunt Sudel Fuma, et a beaucoup apporté. Il a été tenté de nommer une Nantaise dont on taira le nom, et dont les compétences étaient plus que douteuses pour reprendre le poste. Encore une fois, par cet exemple, nous ne laissons pas les Réunionnais s'émanciper.

Ainsi, avec l'Enseignement Supérieur et la Recherche, telle qu'elle est actuellement mise en place, on décide sciemment de ne pas former notre élite de demain, qui serait à même d'obtenir l'émancipation de notre pays. Si les crédits sont alloués par le ministère, et qu'il n'est ainsi pas étonnant que cette politique néocoloniale se poursuive par ce biais, rappelons que la Région a son mot à dire, ayant des compétences relatives à l'ESR. Gageons que nos futur.e.s élu.e.s s'en rappelleront.

Mathieu Raffini

Edito

Vaccin anti Covid, quand la mondialisation libérale montre ses limites

Les Etats du monde se sont lancés dans une course effrénée pour l'obtention de doses de vaccin. Malgré les annonces multiples et variées, les campagnes de vaccination sont grippées à cause de la flambée du virus en Inde.

L'Inde connaît actuellement une flambée du virus comme jamais vu ailleurs. En quelques jours, le variant « indien » a plongé le pays de 1,3 milliard d'habitants dans le chaos, entraînant l'annonce d'une aide d'urgence par plusieurs pays. L'Inde a enregistré ce dimanche un record mondial de près de 350.000 personnes contaminées en une seule journée. À New Delhi, des témoins décrivent des couloirs d'hôpitaux encombrés de lits et de brancards et des familles suppliant en vain qu'on leur fournisse de l'oxygène ou une place pour leurs proches. Certains meurent au seuil de l'hôpital.

Mais la ou le bat blesse, c'est que l'Inde est aussi l'usine à médicaments du monde. L'industrie pharmaceutique indienne qui emploie 2,7 millions de personnes est le quatrième exportateur du pays et a enregistré une croissance de 7 à 8 % en 2019 avec, avant la crise sanitaire de la Covid-19, une prévision pour 2020 de 11 à 13 % (source Indian Pharmaceutical Alliance). L'Inde est aujourd'hui le premier fournisseur de médicaments génériques dans le monde. Le secteur pharmaceutique indien approvisionne plus de 50 % de la demande mondiale en vaccins, 40 % de la demande américaine en médicaments génériques et 25 % de tous les médicaments utilisés au Royaume-Uni. A titre d'exemple, 80% des antirétroviraux utilisés dans le monde pour traiter le SIDA (Syndrome d'Immuno Déficience Acquise) sont fournis par les sociétés

pharmaceutiques indiennes (source IBEF).

Le programme Covax de l'Unicef a commandé 200 millions de doses de vaccin à l'Inde. Le Fond souverain Russe a commandé 200 millions de doses de vaccin Sputnik à l'Inde. L'usine du monde devait produire la plus grande part des vaccins prévu pour la population mondiale. Mais face à la flambée de l'épidémie, le gouvernement indien est contraint de réserver la production nationale pour sa population. C'est un exemple de l'absurdité de la mondialisation libérale. En supprimant les industries locales, les gouvernements libéraux ont mis en danger leur population. La Covid montre tous les jours à quel point la mondialisation libérale a atteint ses limites.

Il y a souvent plus de stupidité que de courage dans une constance apparente. Jean Jacques Rousseau

Nou artrouv'

David Gauvin

Témoignages

Fondé le 5 mai 1944 par le Dr Raymond Vergés
71e année

Directeurs de publication :

1944-1947 : Roger Bourdageau ; 1947 - 1957 : Raymond Vergés ; 1957 - 1964 : Paul Vergés ; 1964 - 1974 : Bruny Payet ; 1974 - 1977 : Jean Simon Mounoussany Amourdom ; 1977 - 1991 : Jacques Sarpédon ; 1991- 2008 : Jean-Marcel Courteaud
2008 - 2015 : Jean-Max Hoarau
2015 : Ginette Sinapin

6 rue du général Émile Rolland
B.P. 1016 97828 Le Port CEDEX

Rédaction

TÉL. : 0262 55 21 21 - E-mail : redaction@temoignages.re

SITE web : www.temoignages.re

Administration

TÉL. : 0262 55 21 21

Publicité : publicite@temoignages.re

CPPAP : 0916Y92433

Oté

Dann in ka konmsa, kissa la fote ?

Souvan dé foi i antande demoun malkontan apré di zote kolère dann radyo par raporte tout zafè. Sa i fé panss amwin kan mwin lété lékol é ké mwin téi aprann listoir d'franss l'avé in zoinal téi apèl « la lanterne »-noré pi apèl lo lanp tanpète. Mé téi apèl pa konmsa.

Alor dann promyé niméro so lanterne-la, sa i romonte dann tan Napoléon 3- l'avé in moun téi apèl Henry Rochefort é so Rochfort-la la di : « La franss néna trante sis milyon d'sizé, san konté lo bann sizé d'mékoutantman. » A bien kalkilé, la rou lo tan la fine tourn in bonpé dopi lo tan Napoléon 3, mé lo nonb sizé d'mékoutantman, mi panss la fé ké goumanté.

Mé la ni parl La franss é sanm pou mwin bann fransé lé majère é vaksiné-konm i di - é zot va nyabou, koman koman débarbote azot. Mé si ni parl La Rényon é lo bann moun k'i koz dann radyo a bien kalkilé, ni diré néna pliss sizé d'mékoutant man ké dé sizé d'kontantman... A ! biensir mi antan d'issi in band malfondé apré di : »Lo bonère sé pa kan ou néna sak wi vé, mé kant wi kontante aou avèk sak ou néna. ». Mi konsèye pa zot alé souflète sa dann zorèye demoun lé dann difikilté pou vréman.

Pars sak la di sa, la pa in moun o-flan la pa in moune band problèm l'aprè akabe ali, ni in moun atèr-atèr dann noute sosyété é k'i soufèr in défisite la libèrté, l'égalité épi la fraternité, ni in moune i san trébien la sosyété lé pa fé pou li, mé lé fé konte li. Alor si li lé pa kontan lé pliské normal vi ké li oi déssèrtin néna toute é li na poin tro gran-shoz.

Pou azoute èk sa, li rode kèl koté son salu v'arivé, é li oi pa. Li donn son konfyanss bonpé d'moune la ote, mé li oi pa lé shoz avanssé konm li voudré. Alor kissa la fote ? Pa sète lé viktime dann in sosyété konm sète nou néna-i mankré pi ké sé la viktime lo résponsab !-Mi diré sé sak néna lo pouvoir. Mé kissa néna lo pouvoir ? La pa sak ni panss la plipar d'tan. Alé ! ni arèt la pou linstan é nou néna lo tan pou oir sa rantre nou.

Justin